

« Représentation et participation politiques »

Bernard Fournier et Min Reuchamps

Politique et Sociétés, vol. 27, n° 3, 2008, p. 3-11.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029845ar>

DOI: 10.7202/029845ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

PRÉSENTATION DU NUMÉRO

REPRÉSENTATION ET PARTICIPATION POLITIQUES¹

Bernard Fournier
Université de Liège
bernard.fournier@ulg.ac.be

Min Reuchamps
Université de Liège
min.reuchamps@ulg.ac.be

Représentation et participation politiques sont au cœur de la vie démocratique. Si l'on trouve trace de ces deux notions à l'aube de toute civilisation, c'est certainement à la fin du xviii^e siècle et plus généralement aux xix^e et xx^e siècles que la représentation et la participation politiques, avec l'instauration progressive et la consolidation de la démocratie libérale, prennent le sens que nous leur connaissons aujourd'hui. Néanmoins, au cours de ces quelque 200 ans d'histoire, la vie démocratique moderne a connu une grande évolution et un renouvellement des pratiques et des concepts. En ce début du xxi^e siècle, le monde occidental fait face, selon certains observateurs, à une double crise politique : crise de la représentation, d'une part, crise de la participation, d'autre part. Si, en tant que chercheurs en sciences sociales, le vocable de « crise » ne nous satisfait guère puisqu'il est intrinsèquement porteur d'une connotation négative – et donc d'un jugement normatif –, on ne peut toutefois pas éviter ce double questionnement dans la présentation d'un numéro thématique qui aborde la question de la représentation et de la participation politiques.

-
1. Outre les auteurs des différentes contributions, nous remercions vivement les trois directeurs successifs de la Revue *Politique et Sociétés*, Erick Duchesne, Manon Tremblay et Jean-François Thibault, ainsi que toute l'équipe éditoriale, qui ont veillé avec grand professionnalisme à la publication de ce numéro spécial. Notre reconnaissance va également à Annie Laurent et à Henry Milner qui, en tant que responsables de l'atelier « Représentation et participation politiques » lors du Deuxième congrès international des associations francophones de science politique à l'Université Laval en mai 2007, ont été à l'origine de cette réflexion collective. Enfin, nos remerciements sont adressés à nos collègues Élodie Flaba, pour son indéfectible soutien tout au long de ce projet, et Geoffrey Grandjean, pour son regard frais sur ce texte.

Crise de la représentation ? Crise de la participation ? Sans juger du caractère positif ou négatif de la situation, force est de constater que ces deux dernières décennies ont vu une transformation de la représentation et de la participation politiques dans nos sociétés occidentales, comme le préciseront les auteurs regroupés ici. Tout d'abord, la plupart des démocraties – les pays où le vote est obligatoire faisant exception – connaissent une diminution constante du taux de participation électorale. Sauf dans le cas de quelques scrutins particulièrement en vue ou lorsque la lutte est très serrée, de nombreux citoyens – parfois plus de la moitié d'entre eux – désaffectent les isolements. Ce faisant, ce haut niveau d'abstention sape la légitimité même des démocraties représentatives et en particulier des représentants élus. Ces tendances électorales témoignent d'une réalité plus large que certains n'hésitent pas à qualifier – peut-être un peu trop hâtivement – d'apolitisme généralisé ou de malaise démocratique. Selon ces observateurs, et chiffres à l'appui, les citoyens, les plus jeunes d'entre eux particulièrement, ne s'intéressent pas ou plus à la politique, qu'elle soit nationale, internationale ou locale. En outre, les connaissances politiques sont souvent limitées et ne permettent plus de comprendre les dynamiques politiques dans un univers qui s'est complexifié, notamment en raison d'une gouvernance qui est de plus en plus multiniveaux. Par ailleurs, les activités politiques et la participation dans des partis et des mouvements politiques ne connaissent guère de succès à l'heure actuelle.

D'une manière générale, c'est la politique dans son ensemble et les « politiciens » qui sont remis en cause par nombre de citoyens. Les faibles taux de confiance – que ce soit envers les institutions ou les personnalités politiques – témoignent de cette remise en question, même si les médias, par exemple, n'échappent pas non plus à la critique. Une transformation sociétale transcende ces différentes évolutions dans les processus de plus en plus généralisés d'individualisation. D'un animal social et politique, l'individu serait devenu, en quelques décennies, un animal individuel, replié sur lui-même et peu enclin à prendre part à la vie collective, qu'elle soit sociale ou politique. Sombre constat, semble-t-il.

Ce dernier appelle toutefois certaines nuances, sans prendre parti pour l'une ou l'autre thèse. Retenons-en au moins quatre. D'abord, le malaise démocratique que d'aucuns dépeignent tristement est avant tout lié à la désaffectation des isolements et plus généralement au désintérêt pour les activités politiques ainsi que pour le monde politique « politicien ». C'est donc le caractère représentatif de la vie démocratique qui est – partiellement – remis en cause. Partant de ce constat, d'une part, il est important d'étudier les raisons de « désintérêt » pour la politique et de tenter de comprendre les conditions sociales, politiques, géographiques et institutionnelles de celui-ci. Une vision compréhensive de la réalité – des réalités, peut-être – permet rapidement de dégager une pluralité d'attitudes et d'opinions à propos de la politique et de la vie

démocratique, révélant ainsi la grande diversité des comportements et des croyances au sein d'une société. Rares sont les exemples où l'ensemble de la population s'accorde sur une même opinion, sur une explication unique, sur une vision identique. D'autre part, il est utile d'élargir l'horizon démocratique à d'autres formes que la seule forme représentative – même si celle-ci ne doit pas être purement et simplement rejetée. Ces dernières années, les théoriciens de la démocratie se sont particulièrement penchés sur la démocratie délibérative et sur la démocratie participative, par exemple. Si ces deux notions se recouvrent partiellement et visent un objectif similaire – réintégrer les citoyens au cœur du processus démocratique –, elles renvoient à des approches sensiblement différentes : la première mettant l'accent sur la délibération qui serait le gage d'une meilleure compréhension des différents points de vue et *in fine* d'une meilleure décision, la seconde sur la participation des citoyens afin de leur permettre de prendre part au processus décisionnel – souvent à l'échelle locale et pour des thématiques « proches des gens » – dans le cadre ou non d'un système représentatif classique. On s'en doute, ces deux concepts font l'objet de nombreux débats, réflexions et controverses, qui seront évoqués dans certaines contributions de ce numéro thématique. Nombre d'observateurs décèlent toutefois dans ces nouvelles formes démocratiques de représentation et de participation politiques un potentiel de réenchantement démocratique, politique et citoyen.

Ensuite, la participation et ses différentes formes ont indéniablement évolué au cours des deux dernières décennies. L'individualisation de la société joue certainement un rôle dans cette transformation, tout comme le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Néanmoins, en dépit de cette évolution, force est de constater que l'engagement et la participation politiques n'ont pas disparu complètement et qu'il existe bel et bien des citoyens qui s'engagent et participent de manière individuelle, mais également de manière collective. Leur registre d'actions et de formes de mobilisation a tout simplement évolué. Ainsi, nombre de chercheurs ont relevé que la participation est devenue moins institutionnalisée, plus ponctuelle et concrète, plus en réseau et, finalement, plus individualisée. Si les partis et les mouvements politiques ne font plus vraiment recette, diverses formes de collectifs recueillent un certain succès : pensons notamment aux mouvements altermondialistes, aux groupes qui militent pour l'environnement ou encore aux collectifs qui luttent pour les droits de la personne ou certains droits particuliers. Ce qui ressort singulièrement de ces nouvelles formes d'engagement est la volonté de détachement vis-à-vis de la politique et de ce qui la symbolise, même si, d'une certaine façon, cet engagement constitue une action politique au sens large. Par ailleurs, ce nouveau répertoire de participations se caractérise par son objectif concret – tout en pouvant être une thématique très locale comme très internationale – et son caractère ponctuel. Ainsi, des

résultats directs, rapides et concrets sont souvent recherchés, sans pour autant minimiser l'engagement de longue durée de certains – la protection de l'environnement nécessite des efforts à long terme, par exemple. À côté du caractère pragmatique de ces nouvelles formes de participation, un idéal de changement ou d'amélioration demeure bien présent ; il y a donc toujours un mélange d'idéalisme et de pragmatisme.

Par ailleurs, de nombreuses formes de participation qualifiées de non traditionnelles doivent être prises en compte lorsque l'on étudie le phénomène de participation politique et on ne peut dès lors se limiter à l'analyse de la participation électorale et de l'adhésion à des partis et à des mouvements politiques ou para-politiques. Ces pratiques non traditionnelles vont de la signature de pétitions et leur transmission à la manifestation ou à la grève, en passant par le boycott de certains produits ou l'achat éthique ou équitable. Ces deux dernières formes de participation et leurs nombreuses variantes, qui sont généralement regroupées sous différents noms génériques comme consumérisme politique ou consommation responsable ou encore consommation politique, engagée ou solidaire, connaissent un certain succès dans l'ensemble de la population des deux côtés de l'océan Atlantique. Il s'agirait ainsi de s'engager autrement, combinant l'aspect très pragmatique avec un idéal de solidarité et de changement. Évoquant de nouveaux modes de participation et d'engagement, on ne peut pas omettre de mentionner l'importance des réseaux sociaux sur Internet qui permettent une mobilisation virtuelle et « réelle », cette mobilisation pouvant même être politique au sens classique du terme, comme l'a prouvé la dernière campagne électorale présidentielle américaine.

Enfin, comme nous l'avons annoncé d'entrée de jeu, la représentation et la participation politiques se situent au cœur de la dynamique démocratique moderne. En cela, les questions liées à ces deux concepts contiennent un caractère symbolique fort directement lié au vivre-ensemble et à son organisation dans chaque société. Le symbolisme transparaît singulièrement de toutes les questions et actions touchant à l'avenir de la société et du rôle de ces différentes composantes. Le caractère symbolique ne peut donc être omis des réflexions plus concrètes sur les formes de représentation et de participation politiques.

C'est dans ce contexte de mutation que les chercheurs en sciences sociales s'interrogent – et s'affrontent parfois – sur l'évolution de la représentation et de la participation politiques des citoyens de tout âge. Les textes de ce numéro thématique s'inscrivent dans cette ligne de recherches et y apportent une contribution originale en analysant le phénomène de la représentation et de la participation politiques sous l'angle des citoyens (une vue du bas) ou de groupes particuliers et en mobilisant des méthodologies innovantes, tantôt quantitatives, tantôt qualitatives. Les données et les conclusions présentées dans les huit textes du numéro sont ainsi le fruit de solides études de terrain et enquêtes inédites, souvent pluridisciplinaires.

Les recherches des auteurs conduisent à un double constat. D'une part, derrière les termes de représentation et de participation politiques se cachent bien de nombreuses et diverses réalités. L'intérêt est cependant d'aller au-delà de ce constat afin de mettre en perspective la pluralité des représentations et des participations et, surtout, les raisons derrière celles-ci. Pour ce faire, les auteurs recourent à des dispositifs méthodologiques importants et originaux. D'autre part, les auteurs cherchent à expliquer l'émergence des changements qu'ils ont observés – changements importants et parfois de nature générationnelle – et à identifier leurs conséquences sur la vie politique en général et la représentation et la participation politiques en particulier. En se distançant des études classiques sur ce sujet grâce à des études de terrain approfondies, les contributions démontrent l'existence d'un potentiel participatif important même dans des milieux traditionnellement moins politisés et des formes de participation qui dépassent aussi les formes traditionnelles.

Une remise en question originale de la représentation et de la participation politiques sur une question hautement symbolique – la souveraineté du Québec – est offerte par les travaux d'Éric Bélanger et Andrea M.L. Perrella. Leurs données inédites sur les jeunes allophones de la « génération de la loi 101 » permettent d'avancer que la hausse de l'appui à la souveraineté observée dans ce groupe au cours des dernières années ne s'inscrit pas dans le même univers politique que celui des francophones. Ainsi, leurs données révèlent que les jeunes allophones semblent beaucoup plus sensibles aux valeurs associées au fédéralisme canadien, de même qu'aux conséquences économiques – négatives – d'une éventuelle souveraineté. Leur vision politique s'apparente même davantage, en fait, à celui des jeunes anglophones. Le contraste entre francophones et allophones apparaît encore plus marqué lorsque les auteurs examinent l'appui à une question référendaire plus « dure » (faisant référence à l'accession du Québec au statut de « pays »). Sans conteste, leur recherche éclaire d'une manière nouvelle l'impact de la Charte de la langue française sur la socialisation politique des jeunes allophones. Ces derniers, malgré leur intégration à la culture publique québécoise, se différencient des jeunes francophones, particulièrement sur la question de la souveraineté du Québec. L'identification et l'attachement au Québec grâce à la scolarisation en français ne suffisent pas à les convaincre des bienfaits de la souveraineté.

Prenant lui aussi le pouls de la participation politique d'un groupe particulier de Québécois, Alexandre Brassard Desjardins s'est lancé dans la récolte de données inédites et originales auprès d'artistes québécois francophones. Si l'on a généralement l'impression d'un important engagement des artistes dans la vie politique québécoise, surtout depuis la Révolution tranquille, peu de données empiriques existent sur leur mobilisation politique et nationale. Vérifier cette intuition s'avère d'autant plus nécessaire que l'on prête généralement aux écrivains, aux

chanteurs et aux dramaturges une influence considérable sur la lente évolution des mentalités et la création des mythes et des symboles qui animent la société québécoise. Dans cette perspective, l'auteur a mené une vaste enquête postale auprès d'un échantillon probabiliste de 470 artistes québécois francophones appartenant aux principales disciplines de création et d'interprétation. L'article confirme « la politisation exceptionnelle des artistes par rapport au reste de la population québécoise », plus particulièrement dans la mesure où ceux-ci « tentent plus souvent de convaincre leur entourage de voter comme eux, [...] contribuent plus souvent à la caisse d'un parti politique [et] sont plus nombreux à assister à une assemblée politique ou à occuper une fonction partisane ». Enfin, les analyses multivariées des données montrent un niveau élevé de mobilisation pour la souveraineté et celui-ci ne résulte pas de facteurs sociodémographiques ou politiques (comme l'influence des gouvernements) ni même de l'anticipation de gains personnels ou d'un ressentiment ethnique. Plutôt, ce sont les espoirs économiques, culturels et linguistiques (dont des gains en prestige professionnel) qui suscitent l'appui de nombreux artistes à la souveraineté du Québec.

La participation politique des artistes est également au cœur de la contribution de Chloé Langeard. Celle-ci examine l'engagement des intermittents du spectacle dans l'action collective ou plus précisément les processus de construction d'un acteur collectif hétérogène – les coordinations du spectacle – et les rapports entre l'individu et le collectif. La permanence du conflit social lié au régime d'indemnisation particulier des intermittents du spectacle en France explique la forte mobilisation des artistes, quel que soit leur secteur d'activité. Deux solides enquêtes de terrain à Paris et à Bordeaux combinant des observations ethnographiques et une quarantaine d'entretiens approfondis, durant trois années consécutives (2003-2006), nourrissent les réflexions de l'auteure qui démontre que « les collectifs, contrairement aux syndicats, ont une fonction subjective "d'affirmation ou de réaffirmation identitaire" qui repose sur l'éthos artistique ». Cet éthos artistique se trouve au cœur du processus dialectique entre le sens donné à l'expérience individuelle d'engagement de chaque artiste – la singularité – et le sens donné à l'expérience collective d'engagement. Partir de la singularité de chaque individu permet à l'auteure, au fil d'une démarche compréhensive, d'appréhender, d'une part, la nature du « rapport entretenu au collectif afin de révéler la mise en question des organisations syndicales et, d'autre part, de saisir précisément la fonction symbolique que ces collectifs remplissent vis-à-vis de salariés caractérisés par l'incertitude du statut et de l'emploi ».

Après l'étude des phénomènes représentatifs et participatifs chez les jeunes allophones québécois et les artistes des deux côtés de l'océan, ce sont les femmes en politique qui se trouvent au centre de l'étude de Yannick Le Quentrec. Dépassant les études classiques sur ce thème qui se concentrent essentiellement sur la (sous-)représentation et la

(sous-)participation des femmes dans l'espace public et politique, cette auteure réfléchit sur la construction sociale de la participation politique des femmes en France, et ce, en ne se limitant pas à la sphère publique, mais en incluant dans le champ d'analyse la sphère privée et surtout les relations entre ces deux sphères. Pour ce faire, outre l'observation participante, l'auteure a rencontré au cours d'entretiens biographiques approfondis des militantes « ordinaires » assumant un mandat d'élue locale et également – élément inédit – leur conjoint dans un entretien séparé et dans un entretien de couple. C'est la complexité et les dynamiques derrière la participation politique, entendue au sens large, de ces actrices qui est au cœur de la recherche. Les changements publics et privés – qui touchent aussi bien la division sexuelle du travail que les rapports de pouvoir ou les relations interpersonnelles ou encore la symbolisation – sont appréhendés dans leurs aspects dynamiques et contradictoires.

Plutôt que de s'interroger sur les conditions sociales des comportements politiques liés à la participation, Julien Talpin entreprend d'étudier ces comportements en les replaçant dans les situations interactionnelles et processuelles qui les rendent possibles. Ainsi, son article examine les institutions de démocratie participative, et en particulier les dispositifs de budget participatif municipaux, pour analyser les mécanismes de construction de la compétence civique chez des citoyens « ordinaires » – interrogation d'autant plus pertinente que ces derniers sont souvent taxés d'incompétents. C'est donc une question récurrente de la science politique qui est posée ici : quel est le « rôle du contexte (social, institutionnel et politique) dans le façonnement du comportement politique des individus » ? Pour y répondre, la recherche se fonde sur une enquête ethnographique qui repose sur l'observation directe des dispositifs du budget participatif dans trois terrains différents : Morsang-sur-Orge en banlieue parisienne, Rome et Séville. Au total, 124 réunions publiques ont été observées pour l'ensemble des trois terrains et 41 entretiens semi-directifs ont été menés avec différents types de participants et d'organisateur. Sur la base de l'analyse des données récoltées, l'auteur propose quatre types d'acteurs, selon leur engagement participatif : le cynique, le citoyen expert, le militant associatif et l' élu local. Pour ces quatre profils, l'acquisition de compétence(s) civique(s) favorise différemment la politisation et influence la trajectoire des individus engagés. Plus généralement, l'article ouvre des pistes de réflexions sur la nature même du gouvernement représentatif puisque celle-ci est « indissociablement liée au caractère des citoyens qui le composent ».

S'éloignant de l'étude de la participation individuelle pour se consacrer à l'étude des conduites citoyennes sous l'angle d'engagements organisés, Raymond Hudon, Christian Poirier et Stéphanie Yates consacrent leur article à l'examen des coalitions et à la contribution de celles-ci à un renouvellement des conceptions et des pratiques de la participation politique, des expressions de la citoyenneté et des

formes organisées d'engagement. Conscients d'adopter une approche « iconoclaste » de la participation politique, les auteurs étudient une forme de mobilisation en croissance, les coalitions, qui sont, selon eux, « des organisations qui ont réputation – ou prétention – de représenter les vues et les intérêts de leurs “membres” » et qui « sont aujourd'hui devenues des acteurs politiques incontournables ». Dans un contexte de remise en question de la démocratie représentative, comme nous l'avons rappelé ci-dessus, les coalitions peuvent constituer des vecteurs de participation plus immédiate et directe et ainsi apparaître comme des lieux d'agrégation des intérêts qui étaient traditionnellement le fait des partis politiques. Partant de ce constat, l'article émet, toutefois, la thèse d'une instrumentalisation de l'idéal de légitimité démocratique de participation citoyenne et d'engagement au profit d'intérêts organisationnels – en vue de la survie de l'organisation elle-même par la fidélisation de ses membres. À partir de travaux consacrés aux coalitions actives au Québec, les auteurs apportent des nuances importantes sur le rôle des coalitions comme nouvelles formes de mobilisation pour les citoyens dans un idéal de participation et sur le détournement de cet esprit au profit d'intérêts organisationnels.

Si les grands mouvements collectifs de participation n'ont plus la cote, on pourrait s'attendre à ce que le niveau de la politique locale, où peuvent se pratiquer l'écologie et l'aménagement concret du territoire, par exemple, soit plus investi. Or l'étude de Sandra Breux montre une faible participation citoyenne à l'échelle municipale urbaine, qui peut s'expliquer par l'existence d'un hiatus entre le territoire politique et le territoire pratiqué ou vécu. En d'autres mots, l'espace de vie et l'espace politique ne semblent plus correspondre. Partant de ce constat, il est possible de poser l'hypothèse selon laquelle les représentations territoriales codéterminent l'engagement public individuel à l'échelle locale et urbaine, d'autant plus que les relations entre ces deux notions ont été relativement peu développées en science politique et en géographie. Une telle hypothèse, fondamentale pour comprendre le rapport actuel des citoyens envers la politique, est possible grâce à l'apport novateur de l'analyse des « espaces ». Ainsi, l'auteure a rencontré 52 personnes impliquées différemment au sein de l'espace public local – d'une part, des personnes s'engageant au sein des conseils d'administration des conseils de quartiers et, d'autre part, des individus s'engageant dans le bénévolat en matière de loisirs – et les a invitées à cartographier leur quartier. Cette méthodologie empreinte de géographie des représentations et de sociologie politique offre une image surprenante du rapport que l'individu entretient avec le territoire, ses représentations territoriales, et des conséquences de celles-ci sur l'engagement et la participation politique, qu'elle soit électorale, participative ou encore associative.

Dans la dernière contribution de ce numéro spécial, Anne Quéniart et Julie Jacques abordent une thématique importante et au cœur de la représentation et de la participation politiques puisqu'elles étudient par le biais d'une grande enquête qualitative la participation politique des jeunes (de 18 à 30 ans) et explorent leurs nouveaux modes d'engagement. Alors que certains chercheurs déplorent l'apolitisme ou la dépolitisation des jeunes citoyens, les auteures mettent en avant l'apparition ou le développement de nouvelles formes de participation qui peuvent être collectives (participation dans des associations politiques ou non et mobilisations sur Internet, par exemple) ou individuelles (notamment le consumérisme politique lié à la consommation responsable ou engagée). Pour étudier ces nouvelles formes d'engagement, elles ont interrogé – au cours d'entrevues semi-dirigées – un échantillon impressionnant de 80 jeunes : 20 jeunes engagés de façon « traditionnelle », c'est-à-dire militant dans des partis politiques, 30 jeunes militant au sein de groupes du tissu associatif et, enfin, 30 jeunes consommateurs engagés. Au terme de l'analyse de ces nouvelles pratiques – et, faut-il le préciser, rares sont les recherches récentes sur ce sujet au Québec –, les auteures constatent que les jeunes veulent encore changer le monde, à leur façon. Ainsi, elles concluent que « l'engagement représente une façon d'exprimer leur désir de participer à la création d'un monde meilleur, que ce soit individuellement, par le biais d'une critique de la société de consommation et des inégalités sociales ou, de façon collective, sur la scène publique, mais souvent dans des groupes moins formels et pour des causes diverses et ponctuelles ». Cette mutation des pratiques et des engagements chez les jeunes s'inscrit dans une redéfinition des formes du lien social et des significations symboliques qui touche l'ensemble de la société actuelle et plus particulièrement chacun de ses membres, jeunes comme moins jeunes.

Cette combinaison équilibrée d'approches, de méthodes et terrains offre un portrait nuancé des phénomènes de représentation et participation politiques et permet de mieux comprendre la dynamique et l'évolution de différentes formes d'engagement au sein de plusieurs groupes et de l'ensemble des citoyens. À l'heure où s'observe souvent un désintérêt des citoyens envers la chose publique, ce numéro thématique aborde donc la question de la représentation et de la participation politiques sous un angle différent et permet d'encourager débats et réflexions sur ces thèmes fondamentaux.